

**Monsieur le Premier Ministre,
François BAYROU
Hôtel de Matignon
57 rue de Varenne
75700 Paris 07 SP**

Saint-Renan, le 17 février 2025

Objet : Liaison aérienne Brest-Orly



Monsieur le Premier Ministre,

Je tiens à vous féliciter sincèrement d'avoir obtenu la réouverture dès ce lundi 17 février 2025 de la liaison aérienne entre Pau et Paris-Orly.

Ainsi, vous et les Palois, allez pouvoir bénéficier, à nouveau, de deux allers-retours par jour, en semaine, entre Pau et l'aéroport d'Orly.

Comme vous le dites très justement : « *Quand vous êtes à Orly, vous êtes en métro, à moins d'une demi-heure du centre-ville. Quand vous êtes à Roissy, c'est à deux heures du centre-ville* ».

Vous avez également déclaré, il y a quelques jours : « *Que je me serve de toutes les armes qui sont à la disposition de nos élus, décideurs politiques pour obtenir justice, oui, je le fais. Tous les aéroports de province devraient se liguier pour obtenir des relations normales avec Orly* »

A la bonne heure ! Vous, vous avez eu de la chance ! Plus que nous, élus brestois, finistériens, et bretons, locaux et nationaux, qui n'avons eu de cesse de dénoncer la fermeture en novembre 2023 de la liaison Brest-Orly.

En tous les cas, nous ne devons certainement pas être dotés des mêmes armes à moins que les nôtres soient moins bien affûtées.

Et pourtant, si " Paris vaut bien une messe ", le Léon – distant de Paris de 600 km - mérite Orly tout autant que le Béarn.

Face à cette situation dans laquelle se trouvent de nombreux aéroports français, je ne peux imaginer, pour paraphraser George Orwell, que si tous les élus sont égaux, certains seraient plus égaux que d'autres.

Car en effet, en dépit de toutes les démarches entreprises concomitamment par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Finistère, par le maire de Brest et la plupart des élus municipaux, métropolitains, départementaux, régionaux, nationaux ; les brestois, les finistériens et tous les bretons de l'ouest (car Brest est le dernier aéroport breton avec des liaisons quotidiennes vers Paris) sont condamnés à atterrir et décoller de Roissy.

./.

./.

Vous qui êtes élu local et attaché, à juste titre, à leur respect, sachez que M. Benjamin Smith, Directeur-Général d'Air France - KLM (société où l'État, dont vous êtes le premier représentant, est l'actionnaire majoritaire) ne répond pas aux courriers des élus locaux ou nationaux, pas plus qu'il ne donne suite à leurs demandes de rendez-vous.

En tout état de cause si les voies du Ciel sont impénétrables, les voies des cieux français le sont assurément et les décisions en matière d'organisation de son trafic aérien apparaissent bien byzantines.

Heureusement, le Finistère a quelques atouts, à commencer par la détermination de ses élus qui se battent depuis toujours pour son désenclavement.

Cette détermination a, notamment, permis le développement d'une ligne LGV entre Brest et Paris dont la fréquentation aujourd'hui connaît un succès tel qu'elle n'arrive pas à absorber toutes les demandes des passagers.

Néanmoins, les acteurs économiques, culturels, sociaux qui font la navette toutes les semaines entre Paris et notre ville et concourent à son rayonnement préféreraient atterrir à Orly qu'à Roissy.

Vous-même, appelez d'ailleurs – je vous cite – à « *obtenir des relations normales avec Orly* ».


Historiquement, en effet, si Roissy a d'emblée été dévolu aux longs courriers, Orly était l'aéroport des lignes internes. C'est une question d'aménagement du territoire, vaste sujet, structurant pour notre pays qui doit intéresser, au premier chef, l'ancien Commissaire au Plan que vous êtes.

C'est la raison pour laquelle je me permets de solliciter de votre obligeance une initiative gouvernementale visant à demander expressément à Air France de bien vouloir reconsidérer sa position quant au rôle d'Orly dans le trafic intérieur français. Au moins, que l'exemple de votre victoire à Pau serve à l'ensemble du pays.

Monsieur Benjamin Smith trouverait là matière à s'illustrer brillamment à défaut de bien vouloir répondre aux sollicitations des élus même quand ils ne sont pas maire de Pau et Premier Ministre.

Dans l'attente de vous lire, je vous prie, Monsieur le Premier Ministre, d'agréer l'expression de ma très haute considération.

Merci de votre
attention,



Didier Le Gac
Député